

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le
13 Mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF EN France

Coeur Défense - Tour B
100 Esplanade du Général de Gaulle - Paris la Défense
92000 Nanterre

Références : UD35/2026-113
Code AIOT : 0005517664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement EDF EN France implanté Lieu dit LA NOURAI 35390 Grand-Fougeray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF EN France
- Lieu dit LA NOURAI 35390 Grand-Fougeray
- Code AIOT : 0005517664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de LA NOURAIIS est constitué de 5 éoliennes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
2	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
3	Identification Des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc vient d'être renouvelé, les éoliennes sont neuves, les plateformes sont propres.

L'exercice mené a montré une bonne connaissance des procédures d'urgence de la part de l'interlocuteur de la conduite à distance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que les 5 éoliennes disposent chacune d'une voie d'accès carrossable et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les éoliennes E2, E3 et E4 étaient fermées à clé le jour de l'inspection. L'éolienne E1 était ouverte pour une intervention en cours. La fermeture à clé de l'éolienne E5 n'a pas été testée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification Des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que les 5 éoliennes sont bien numérotées sur leur mat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que chaque plateforme dispose d'un panneau indiquant les consignes de sécurité et un numéro de téléphone de contact en cas d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'inspection a appelé le numéro d'urgence affiché sur le panneau de la plateforme d'E3 afin de procéder à un exercice. Celui-ci a consisté en la simulation d'un incendie au pied de l'éolienne. L'exercice a démarré à 11h08. La personne ayant répondu à l'appel a suivi sa procédure d'urgence : - confirmation des noms et numéros de téléphone de l'appelant - prise d'information sur le parc et l'éolienne - demande de mise en sécurité - demande si d'autres personnes sont présentes et si les secours ont été appelés - demande si l'éolienne tourne Les secours n'ayant pas été appelés, l'opérateur indique que la suite consisterait à raccrocher pour appeler les pompiers et le responsable du parc. S'agissant d'un exercice, ces appels n'ont pas été passés. Il indique également procéder à distance à l'arrêt de l'éolienne. L'exploitant était en mesure d'arrêter l'éolienne en 3 minutes environ et l'exercice a pris fin. L'exploitant a bien respecté les prescriptions de l'arrêté ministériel. <i>Un point d'attention est toutefois relevé s'agissant de la connaissance de la conduite à distance d'une intervention sur site.</i> En effet, la conduite à distance n'avait pas connaissance d'une intervention en cours sur le parc alors qu'un technicien Alphawind était présent et en cours d'intervention sur les éoliennes E1 puis E3. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit être au courant des interventions sur son site, même à distance.
Type de suites proposées : Sans suite